

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrière, mines, après-mines, éolien
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS OP carrière de schiste

Lachamp
48100 Lachamp-Ribennes

Références : 2023-06- 307
Code AIOT : 0018100094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement SAS OP carrière de schiste implanté La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société O.P. carrière de schistes a repris l'exploitation de la carrière dite "la Bouffio Bas" conformément à l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant du 13 juillet 2022. Le précédent exploitant est M. Roland JACQUES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS OP carrière de schiste
- La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes
- Code AIOT : 0018100094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite un gisement de schiste qui sera classé dans le schéma régional des carrières à venir comme gisement de "roche ornementale et de construction". Le schiste extrait à l'aide d'un engin est clivé et taillé sur place, à la main, pour produire des lauzes de couverture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- signalisation
- sécurité du public
- plans : d'exploitation, de gestion des déchets et de phasage
- prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Plan de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan de phasage	Arrêté préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en évidence la nécessité, suite au changement d'exploitant, de mettre à jour les documents listés dans les fiches de constats. La clôture empêchant l'accès au site doit être complétée, et des pancartes signalant le danger doivent être positionnée sur le périmètre de la carrière.

Le site ne dispose pas d'une aire étanche pour le ravitaillement de la pelle mécanique et doit en être doté.

Enfin, l'exploitant a choisi de modifier la zone exploitée, en dehors du phasage prévu par l'autorisation initiale. L'inspection des installations classées n'en avait pas été informée. Cette modification des conditions d'exploitation doit faire l'objet d'un porter à connaissance adressé à Monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, panneau de signalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'affichage des informations réglementaires est scindé sur deux panneaux de part et d'autre du chemin d'accès. Ces informations sont à rassembler sur un seul et même panneau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, repères de nivellement et de bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le bornage n'est pas complet. Notamment, la limite entre l'ICPE et la parcelle voisine en bordure du chemin communal n'est pas bornée. Tout le périmètre n'a pas pu être inspecté lors de la visite. L'implantation des bornes doit notamment servir de repère pour le respect de la bande des 10m. Le site n'est pas doté d'une borne de nivellement. La limite d'extraction est fixée par l'article 1.4 de l'arrêté d'autorisation du 16 janvier 2004 à 1007 m NGF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès aux zones dangereuses n'est pas empêché par un dispositif efficace. Notamment, la partie basse de l'exploitation n'est pas clôturée, de même qu'une partie mitoyenne au chemin communal. Le site n'a pas été doté de pancartes signalant le danger. Ces faits constituent une non conformité à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.
Thème(s) : Risques chroniques, bande des 10 mètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : La bande des 10m n'est pas respectée en limite est du front de taille inférieur, l'exploitant déclare avoir ouvert le front de taille jusqu'en limite de propriété. La présence de bornes n'a pu être constatée. Ce fait constitue une non conformité à l'article 14.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994. Le plan de la carrière joint au dossier de demande d'autorisation indique qu'avant l'ouverture du front par la société O.P. Carrière de schiste, la zone était constituée d'un "déblais en pente" jusqu'en bordure du périmètre de l'ICPE. L'inspection demande à l'exploitant de reconstituer cette pente sur la bande des 10m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plan de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de plan le jour de la visite. L'exploitant déclare ne pas disposer de plan mis à jour, mais que la visite d'un géomètre est prévue pour le mois de septembre. Ce fait constitue une non conformité à l'article 15 de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Situation administrative, gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis à jour le plan de gestion des déchets (PGD) établi par le précédent exploitant en décembre 2011.</p> <p>Ce fait constitue une non conformité à l'article 16 de l'arrêté du 22 septembre 1994.</p>
<p>Observations : Le pourcentage de déchets lors de la production de lauzes de schiste est élevé, et l'exploitant a eu une gestion inefficace de ces déchets sur une précédente carrière. La répétition de cette situation n'étant pas souhaitable, il est indiqué à l'exploitant que le PGD peut-être un outil de planification et de suivi de la gestion des déchets ainsi que de la remise en état. En effet, l'exploitant déclare que ces déchets seront valorisés pour la remise en état coordonnée de la carrière. A cette fin, un document graphique joint au PGD localisant la/les zone(s) de stockage peut-être utile.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le PGD ne concerne que les déchets stockés. Une fois valorisés dans la remise en état de la carrière, ils ne doivent plus figurer dans le plan de gestion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I.
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol/des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le site ne dispose pas d'aire étanche pour le ravitaillement de la pelleteuse. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 18.1.I de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

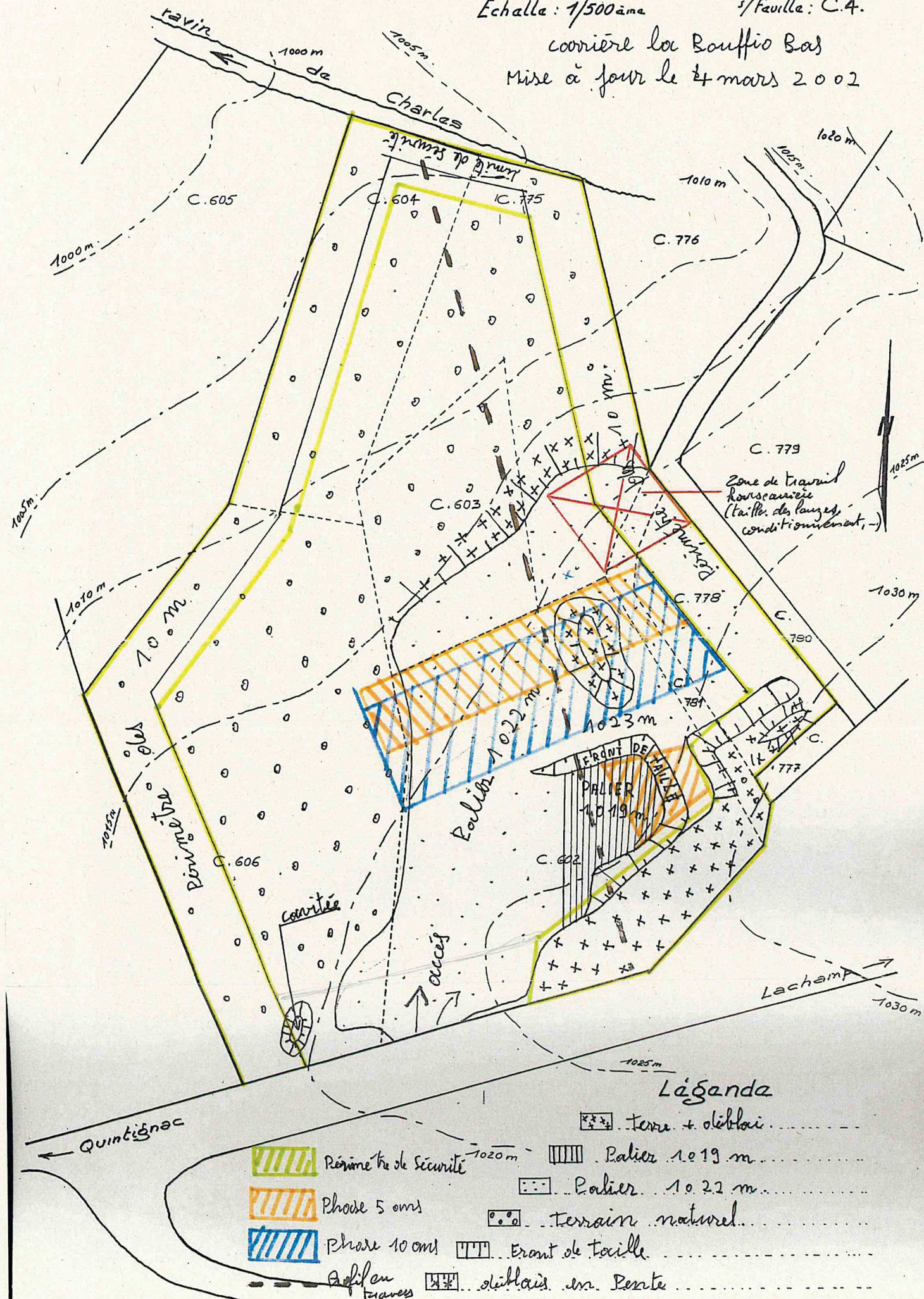
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II.
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol/des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Aucun liquide n'est stocké sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1
Thème(s) : situation administrative, conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentées dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté.
<p>Constats : L'exploitant a choisi d'ouvrir un front sur la partie basse de la carrière. Ce front n'est pas prévu par le plan de phasage présent dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Ce choix de l'exploitant vaut modification des conditions d'exploitation et doit faire l'objet d'un porter à connaissance adressé à Monsieur le préfet. Le porter à connaissance doit présenter un nouveau programme d'exploitation par phases quinquennales - jusqu'à la fin de l'autorisation en 2034 - et un nouveau calcul des garanties financières associées à chacune des phases.</p> <p>Ce fait constitue une non conformité à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

s/Faville: C.4.

Mise à jour le 4 mars 2002



Monsieur JACQUES Roland
Lachamp 48 100

Lachamp le 23 décembre 2011

ARRIVÉ à la CREAL
de MENDE

le: 29 DEC. 2011

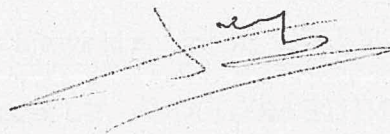
N°

Vu VSP Lachamp
à Lachamp
transmise T. de Lachamp

Direction régionale de l'environnement
De l'aménagement et du logement
Languedoc Roussillon
Unité Territoriale Gard-Lozère
1, rue des cités
48 000 Mende

Monsieur l'inspecteur des installations classées,

Veillez trouver ci-joint les documents concernant la gestion des déchets. Je vous prie
de croire, Monsieur l'inspecteur, à l'assurance de ma considération distinguée.



GESTION DES DECHETS INERTES ET DES TERRES NON POLLUEES

EXPLOITANT	MR JACQUES Roland
CARRIERE	La Bouffio bas
N° DE L ARRETE	N° 04-0044 du 16 janvier 2004
DUREE D AUTORISATION	30ans
TYPE DE ROCHE	MicaSchiste

CARACTERISATION DES DECHETS : Terre végétale et matériaux de découverte .

CODE : 010102

ORIGINE : Décapage du sol jusqu'à la roche mère et déblais de clivage et de taille

PROPRIETE : Déchets inertes

STOOKAGE : Abords de la zone d'extraction et sur la partie nord de la parcelle

QUANTITE MOYENNE : 300 tonnes par an de stockage définitif ; cette capacité pourra évoluer suivant le fonctionnement et l'orientation de l'entreprise .

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrière, mines, après-mines, éolien
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAS OP carrière de schiste

Lachamp
48100 Lachamp-Ribennes

Références : 2023-06-
Code AIOT : 0018100094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement SAS OP carrière de schiste implanté La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société O.P. carrière de schistes a repris l'exploitation de la carrière dite "la Bouffio Bas" conformément à l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant du 13 juillet 2022. Le précédent exploitant est M. Roland JACQUES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS OP carrière de schiste
- La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes
- Code AIOT : 0018100094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite un gisement de schiste qui sera classé dans le schéma régional des carrières à venir comme gisement de "roche ornementale et de construction". Le schiste extrait à l'aide d'un engin est clivé et taillé sur place, à la main, pour produire des lauzes de couverture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- signalisation
- sécurité du public
- plans : d'exploitation, de gestion des déchets et de phasage
- prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Plan de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan de phasage	Arrêté préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en évidence la nécessité, suite au changement d'exploitant, de mettre à jour les documents listés dans les fiches de constats. La clôture empêchant l'accès au site doit être complétée, et des pancartes signalant le danger doivent être positionnée sur le périmètre de la carrière.

Le site ne dispose pas d'une aire étanche pour le ravitaillement de la pelle mécanique et doit en être doté.

Enfin, l'exploitant a choisi de modifier la zone exploitée, en dehors du phasage prévu par l'autorisation initiale. L'inspection des installations classées n'en avait pas été informée. Cette modification des conditions d'exploitation doit faire l'objet d'un porter à connaissance adressé à Monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, panneau de signalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'affichage des informations réglementaires est scindé sur deux panneaux de part et d'autre du chemin d'accès. Ces informations sont à rassembler sur un seul et même panneau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, repères de nivellement et de bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le bornage n'est pas complet. Notamment, la limite entre l'ICPE et la parcelle voisine en bordure du chemin communal n'est pas bornée. Tout le périmètre n'a pas pu être inspecté lors de la visite. L'implantation des bornes doit notamment servir de repère pour le respect de la bande des 10m. Le site n'est pas doté d'une borne de nivellement. La limite d'extraction est fixée par l'article 1.4 de l'arrêté d'autorisation du 16 janvier 2004 à 1007 m NGF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès aux zones dangereuses n'est pas empêché par un dispositif efficace. Notamment, la partie basse de l'exploitation n'est pas clôturée, de même qu'une partie mitoyenne au chemin communal. Le site n'a pas été doté de pancartes signalant le danger. Ces faits constituent une non conformité à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 4 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1.
Thème(s) : Risques chroniques, bande des 10 mètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : La bande des 10m n'est pas respectée en limite est du front de taille inférieur, l'exploitant déclare avoir ouvert le front de taille jusqu'en limite de propriété. La présence de bornes n'a pu être constatée. Ce fait constitue une non conformité à l'article 14.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994. Le plan de la carrière joint au dossier de demande d'autorisation indique qu'avant l'ouverture du front par la société O.P. Carrière de schiste, la zone était constituée d'un "déblais en pente" jusqu'en bordure du périmètre de l'ICPE. L'inspection demande à l'exploitant de reconstituer cette pente sur la bande des 10m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorale

N° 5 : Plan de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de plan le jour de la visite. L'exploitant déclare ne pas disposer de plan mis à jour, mais que la visite d'un géomètre est prévue pour le mois de septembre. Ce fait constitue une non conformité à l'article 15 de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Situation administrative, gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis à jour le plan de gestion des déchets (PGD) établi par le précédent exploitant en décembre 2011.</p> <p>Ce fait constitue une non conformité à l'article 16 de l'arrêté du 22 septembre 1994.</p>
<p>Observations : Le pourcentage de déchets lors de la production de lauzes de schiste est élevé, et l'exploitant a eu une gestion inefficace de ces déchets sur une précédente carrière. La répétition de cette situation n'étant pas souhaitable, il est indiqué à l'exploitant que le PGD peut-être un outil de planification et de suivi de la gestion des déchets ainsi que de la remise en état. En effet, l'exploitant déclare que ces déchets seront valorisés pour la remise en état coordonnée de la carrière. A cette fin, un document graphique joint au PGD localisant la/les zone(s) de stockage peut-être utile.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le PGD ne concerne que les déchets stockés. Une fois valorisés dans la remise en état de la carrière, ils ne doivent plus figurer dans le plan de gestion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I.
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol/des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le site ne dispose pas d'aire étanche pour le ravitaillement de la pelleteuse. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 18.1.I de l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. II.
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol/des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Aucun liquide n'est stocké sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1
Thème(s) : situation administrative, conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentées dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté.
<p>Constats : L'exploitant a choisi d'ouvrir un front sur la partie basse de la carrière. Ce front n'est pas prévu par le plan de phasage présent dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Ce choix de l'exploitant vaut modification des conditions d'exploitation et doit faire l'objet d'un porter à connaissance adressé à Monsieur le préfet. Le porter à connaissance doit présenter un nouveau programme d'exploitation par phases quinquennales - jusqu'à la fin de l'autorisation en 2034 - et un nouveau calcul des garanties financières associées à chacune des phases.</p> <p>Ce fait constitue une non conformité à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

